



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 1 – 17 décembre 2022 au 11 janvier 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le Royaume-Uni a conservé sa place de premier écosystème numérique d'Europe en 2022 malgré une baisse des investissements par rapport à 2021

Economie numérique et régulation

- Si le *Labour* remportait les prochaines élections générales, l'adoption de lois strictes sur la sécurité en ligne serait une priorité de son action
- Le gouvernement a publié les résultats d'un sondage sur le rapport du public à la régulation du numérique au R-U
- Sarah Cardell est confirmée dans ses fonctions à la tête de la *Competition and Markets Authority*
- Le Chancelier de l'Échiquier a nommé des conseillers afin de créer « *les Silicon Valleys du 21^{ème} siècle* » au R-U

Télécommunications et réseaux

- *British Telecom* diversifie ses activités en investissant dans l'entreprise de drones *Altitude Angel*

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni et le *Dubai International Financial Centre* (DIFC) ont signé une déclaration commune pour une coopération réglementaire en matière de données personnelles

Spatial

- Le lancement de la fusée *LauncherOne* par *Virgin Orbit* depuis le *Spaceport Cornwall* s'est soldé par un échec
- L'*Ofcom* a lancé un nouveau régime de licences autorisant l'utilisation du spectre radioélectrique par les drones

Ecosystème tech

- La *British Business Bank* va lancer un fonds de 150 M£ destiné à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises écossaises
- *Microsoft* et la bourse de Londres (LSEG) lancent un partenariat sur 10 ans axé sur le partage de solutions en matière de données et d'infrastructure de *cloud*

📌 Fait marquant : Le Royaume-Uni a conservé sa place de premier écosystème numérique d'Europe en 2022 malgré une baisse des investissements par rapport à 2021

Selon une étude réalisée par *Dealroom* pour le *Digital Economy Council* (lié au *Department for Digital, Culture, Media and Sport - DCMS*) relayée par le [gouvernement](#), le Royaume-Uni a conservé sa place de premier écosystème numérique en Europe en 2022 en terme de levées de fonds, et demeure troisième au niveau mondial, derrière les Etats-Unis et la Chine. Au cours de l'année 2022, les entreprises technologiques britanniques ont continué à lever des fonds à hauteur de 24 Md£, soit plus que la France (11,8 Md£) et l'Allemagne (9,1 Md£) réunis. Cet écosystème, qui compte 85 000 *start-ups* et *scale-ups*, 144 licornes, et emploie 3 M de personnes dans le pays, a atteint une valorisation de 1 000 Md\$. Le gouvernement souligne dans sa communication, qu'au-delà de la *FinTech*, le R-U est en train de devenir une place importante pour l'*ImpactTech* (entreprises qui créent des solutions technologiques pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies); ce secteur compte près de 1 200 entreprises, qui ont levé 3,12 Md£ en 2022. Selon le secrétaire d'Etat en charge du numérique, Paul Sully, la conservation de cette première place européenne « reflète notre approche pro-innovation en matière de réglementation des technologies, notre soutien continu aux *start-ups* et notre ambition de renforcer les compétences numériques de la population ». Les levées de fonds sont toutefois [en baisse](#) de 22 % par rapport à 2021 (29,4 Md£) et la plupart des investissements ont eu lieu au cours du premier trimestre 2022 (9 Md£ levés). [Atomico](#) qualifie l'année 2022 « d'année à double vitesse », la hausse des taux d'intérêt et l'inflation ayant provoqué un ralentissement notable des investissements dans la technologie britannique au cours du 2nd semestre. Selon [KPMG](#), les sociétés de capital-risque ont investi 4 Md£ dans les entreprises britanniques au cours du 3^{ème} trimestre, ce qui représente une baisse par rapport aux 8 Md£ investis au trimestre précédent et le chiffre le plus bas depuis le 3^{ème} trimestre 2020. Une récente [enquête](#) auprès des investisseurs fournissant des capitaux aux sociétés de capital-risque a révélé qu'ils prévoient d'augmenter leurs allocations au Royaume-Uni l'année prochaine, ce qui suggère qu'il y aura encore

beaucoup de liquidités pour les *start-ups*. Les fondateurs de *start-ups* sont toutefois nombreux à s'[inquiéter](#) des annonces faites par le Chancelier de l'Echiquier lors de l'*Autumn Statement* relatives aux baisses des crédits d'impôt pour la recherche et le développement. Plus d'une douzaine de dirigeants ont écrit au Premier ministre, lui demandant de reconsidérer ces baisses qui « puniraient » les entreprises innovantes et « nuiraient à la réputation du pays comme destination attractive pour les groupes technologiques ».

🌐 Economie numérique et régulation

1 Si le *Labour* remportait les prochaines élections générales, l'adoption de lois strictes sur la sécurité en ligne serait une priorité de son action

Selon le [Guardian](#), si le *Labour* remportait les prochaines élections générales, l'adoption de nouvelles lois strictes sur la sécurité en ligne serait une priorité absolue du gouvernement. Ces déclarations interviennent alors que le gouvernement de Rishi Sunak a remodelé le projet de loi *Online Safety Bill* au cours du mois de décembre, afin de le recentrer sur la protection des mineurs et de le rendre plus libéral en matière de liberté d'expression. La ministre fantôme de la culture, Lucy Powell, a déclaré : « Il est urgent de réglementer le monde en ligne mais, au lieu de renforcer le projet de loi sur la sécurité en ligne, le gouvernement l'a affaibli, vidé de sa substance et retardé ». Les députés travaillistes vont tenter d'amender le projet de loi afin qu'il revienne au plus proche de sa forme originale. Toutefois, en cas d'échec, Mme Powell a déclaré que les travaillistes légifèreraient dès que possible pour résoudre les problèmes liés aux contenus « légaux mais préjudiciable » (retirés du champ de la nouvelle version du projet de loi), imposeraient de nouvelles sanctions pénales sévères aux personnes responsables de la promotion de contenus nuisibles et créeraient un nouveau médiateur chargé de trancher les litiges.

2 Le gouvernement a publié les résultats d'un sondage sur le rapport du public à la régulation du numérique au R-U

Le gouvernement a publié le 9 janvier les [résultats](#) d'un sondage sur le rapport du public vis-à-vis de l'utilisation des technologies numériques, destiné à aider le gouvernement dans l'évaluation de son approche de la régulation du numérique. Selon les résultats du sondage :

- 58 % des adultes estiment que les technologies numériques ont amélioré leur vie, avec une proportion plus importante chez les personnes de plus de 55 ans (60 % des plus de 55 ans contre 54 % de personnes entre 18 et 34 ans) et issues d'un milieu socioéconomique privilégié ;
- 39 % des adultes estiment que les technologies numériques ont un impact positif sur leur capacité à débattre, accéder et identifier des informations fiables et factuelles en ligne, contre 41 % en 2021 ;

- 45 % des adultes britanniques ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils se sentent en sécurité face aux cyberattaques, la fraude et les escroqueries en ligne, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 38 % enregistrés en 2021. Cette augmentation est observée dans toutes les tranches d'âge et tous les groupes socio-économiques ;
- les 18-34 ans sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'affirmation selon laquelle le secteur est réglementé de manière à protéger les intérêts des consommateurs (36 %), par rapport aux 35-54 ans (31 %), et aux 55 ans et plus (16 %).

Le gouvernement conclu « *qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la perception qu'ont les gens du choix, de la sécurité et de leur capacité à échanger des idées facilement et librement* ».

3 Sarah Cardell est confirmée dans ses fonctions à la tête de la *Competition and Markets Authority*

Après avoir exercé les fonctions de *Chief Executive Officer* (CEO) par intérim de la *Competition and Markets Authority* (CMA) pendant neuf mois, Sarah Cardell a été [confirmée](#) dans ses fonctions par le ministre en charge des entreprises, Grant Shapps. Mme Cardell était auparavant avocate générale à la CMA et assumait la responsabilité de la direction du service juridique, de la politique et des affaires internationales et de l'unité des marchés numériques de la CMA. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'application des règles de concurrence et de protection des consommateurs dans les secteurs privé et public, notamment en tant qu'associée au sein du cabinet d'avocats *Slaughter and May*. Sarah Cardell sera chargée de mettre en œuvre la [nouvelle stratégie](#) de l'autorité pour les trois prochaines années – une consultation a été lancée en décembre – qui prévoit notamment de :

- permettre un accès ouvert aux marchés pour les entreprises innovantes et aider les secteurs émergents à devenir des marchés à forte croissance ;
- contribuer à accélérer la transition du R-U vers une économie décarbonée ;
- donner la priorité aux secteurs ayant le plus fort potentiel d'impact sur l'innovation et la productivité.

Au-delà, la nouvelle CEO de l'autorité de concurrence sera également chargée du déploiement de la [Digital Markets Unit](#) (DMU), une unité spéciale au sein de l'autorité de concurrence britannique qui aura pour mission de faire appliquer un nouveau cadre de régulation des marchés numériques – le projet de loi qui portera création de la DMU sera présenté au Parlement au printemps 2023.

4 Le Chancelier de l'Echiquier a nommé des conseillers afin de créer « *les Silicon Valleys du 21^{ème} siècle* » au R-U

Lors de la présentation de son [Autumn Statement](#) devant le Parlement le 17 novembre dernier, le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt, avait déclaré vouloir « *faire du R-U la*

prochaine Silicon Valley ». Le 18 décembre, le gouvernement a [annoncé](#) la nomination de cinq conseillers pour œuvrer à la création « *des Silicon Valleys du 21^{ème} siècle* ». Le changement sémantique, passant de « *la prochaine Silicon Valley* » aux « *Silicon Valleys* », semble signifier que l'approche du gouvernement tend vers le développement de hubs régionaux technologiques. Ce projet est dirigé par le conseiller scientifique du gouvernement, Sir Patrick Vallance, qui sera entouré de cinq experts chargés d'examiner, dans cinq secteurs à « haut potentiel » (la technologie numérique, les industries vertes, les sciences de la vie, la fabrication avancée et les industries créatives), la meilleure façon de tirer parti des changements de règles post-Brexit afin d'encourager l'innovation britannique et la commercialisation de nouvelles technologies. Jeremy Hunt a déclaré que « *Les pays qui parviendront à s'imposer dans le domaine des nouvelles technologies seront à la tête du monde et bénéficieront d'une croissance, d'une sécurité et d'une prospérité sans précédent pour les décennies à venir - et il nous incombe de veiller à ce que le Royaume-Uni soit en mesure d'en récolter pleinement les fruits* ». Cet objectif s'ancre dans l'ambition plus large du gouvernement de faire du R-U « *une superpuissance scientifique* ». Certaines parties prenantes du secteur sont toutefois assez [critiques](#) quant à ces objectifs et des députés estiment dans un [rapport parlementaire](#), que cette ambition serait pénalisée par l'absence de plan global de développement stratégique identifiant les domaines dans lesquels le pays devrait se spécialiser.

📡 Télécommunications et réseaux

1 *British Telecom diversifie ses activités en investissant dans l'entreprise de drones Altitude Angel*

L'entreprise britannique de télécoms *British Telecom (BT)* a [annoncé](#) un investissement de 5 M£ dans *Altitude Angel*, une start-up basée à Reading, spécialisée dans les services de drones automatisés et travaillant au développement de nouvelles infrastructures destinées à automatiser les déplacements des drones au R-U. Les deux entreprises vont collaborer afin de « *soutenir le développement de l'autoroute des drones dans le pays* » (le *Project Skyway*, [annoncé](#) par le gouvernement en juillet dernier, vise à la construction d'une autoroute automatisée pour drones sur 260 km reliant des villes telles que Cambridge et Rugby). L'investissement de *BT* permettra également de soutenir le développement de vols de drones longue distance, permettant notamment d'effectuer de la livraison commerciale, une industrie dont le potentiel est [estimé](#) à 45 Md£ d'ici 2030 au R-U.

Données et intelligence artificielle

1 Le Royaume-Uni et le *Dubai International Financial Centre* (DIFC) ont signé une déclaration commune pour une coopération réglementaire en matière de données personnelles

Julia Lopez, secrétaire d'Etat en charge des données, le directeur général du DIFC et le commissaire de la protection des données du DIFC, ont signé une [déclaration commune](#) visant à établir une coopération réglementaire en matière de données personnelles. A terme l'objectif sera de permettre la libre circulation des données personnelles entre le R-U et le DIFC. Créé en 2004, le DIFC est le centre financier pour les marchés du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie du Sud (MEASA). Selon le communiqué, la libre circulation des données permettrait de développer une « *croissance économique inexploitée* » ; 5 000 entreprises britanniques sont implantées aux Emirats Arabes Unis et 16 % des sociétés de services financiers du DIFC sont originaires du Royaume-Uni.

Spatial

1 Le lancement de la fusée *LauncherOne* par *Virgin Orbit* depuis le *Spaceport Cornwall* s'est soldé par un échec

Le lancement de la fusée *LauncherOne* de *Virgin Orbit* par un *Boeing 747* modifié « *Cosmic Girl* » devait avoir lieu le 9 janvier 2023, mais cette première tentative s'est soldée par un échec. Une « [anomalie](#) » aurait empêché sa mise en orbite ; une enquête qui pourrait prendre plusieurs mois va avoir lieu afin de déterminer la cause exacte de cet échec. Le 10 janvier, les actions de *Virgin Orbit* ont chuté de 20 %, alors que certains doutent de la capacité de l'entreprise d'effectuer une seconde tentative de lancement. Cet événement devait marquer le premier lancement de satellite depuis le Royaume-Uni, qui entend devenir une importante place de lancement orbital pour les satellites. Le R-U est engagé dans une stratégie de développement du secteur spatial, avec notamment le projet d'ouverture de sept ports spatiaux sur son territoire (à *SaxaVord* dans les Shetlands ou encore à *Sutherland* en Ecosse). Selon le gouvernement, la valeur de l'industrie spatiale britannique est aujourd'hui estimée à 16,5 Md£ et soutient 47 000 emplois. Lors de la délivrance de l'autorisation de vol par la *Civil Aviation Authority* (CAA) à *Virgin Orbit*, le secrétaire d'Etat au transport, Mark Harper, avait [déclaré](#) : « *Le lancement prévu renforce notre position de nation spatiale de premier plan alors que nous nous tournons vers l'avenir des vols spatiaux, ce qui peut stimuler la croissance et l'innovation dans tout le secteur, ainsi que la création de milliers d'emplois et d'apprentissages* ». En cas de réussite du lancement, le R-U serait devenu le 9^e pays au monde à mettre des satellites en orbite. Les satellites britanniques, dont ceux de *OneWeb* (le gouvernement britannique est actionnaire du groupe qui fait l'objet d'un projet de fusion

avec l'entreprise française *Eutelsat* avec une entrée au capital du gouvernement français), sont pour le moment envoyés depuis l'étranger.

2 L'Ofcom a lancé un nouveau régime de licences autorisant l'utilisation du spectre radioélectrique par les drones

L'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications – OFCOM) est, en tant que régulateur du spectre radioélectrique, responsable de l'autorisation des équipements de radiocommunication. L'*Ofcom* a lancé un [nouveau régime de licences](#) autorisant l'utilisation du spectre radioélectrique par les drones à partir du 20 janvier 2023, afin que la nouvelle génération de drones longue distance et d'altitude puisse communiquer avec leurs opérateurs (entreprises ou particuliers). Ces licences devraient permettre le développement des services commerciaux tels que la livraison de fournitures médicales dans les zones reculées ou encore l'utilisation des drones dans les opérations de sauvetage. Une fois accordée, la nouvelle licence aura une durée indéterminée, moyennant une redevance annuelle de 75 £. La licence couvre tous les drones exploités au Royaume-Uni et dans les eaux territoriales, mais pas les vols internationaux. Selon les termes de leur nouvelle licence, les opérateurs de drones devront obtenir l'accord écrit spécifique d'un opérateur de réseau mobile ou satellite avant d'utiliser son réseau.

Ecosystème tech

1 La *British Business Bank* va lancer un fonds de 150 M£ destiné à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises écossaises

La *British Business Bank* a [annoncé](#) qu'un fonds de 150 M£ serait lancé cet été afin de soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises écossaises. Le nouveau fonds proposera à la fois des financements par emprunt - sous la forme de prêts allant de 25 000 à 2 M£ - et des prises de participation pouvant atteindre 5 M£. Les fonds régionaux de la banque ont été créés pour réduire le déficit de financement dans certaines régions du Royaume-Uni. Des fonds d'investissement ciblant les entreprises du Pays de Galles, de l'Irlande du Nord et du Sud-Ouest de l'Angleterre sont également prévus. « *Le nouveau fonds d'investissement pour l'Écosse s'appuie sur le succès des fonds régionaux existants de la Banque et est conçu pour accroître l'offre et la diversité des financements disponibles pour les petites entreprises en Écosse* », a déclaré Ken Cooper, directeur général des solutions de capital-risque à la *British Business Bank*.

2 Microsoft et la bourse de Londres lancent un partenariat sur 10 ans axé sur le partage de solutions en matière de données et d'infrastructure de cloud

Microsoft va [investir](#) 2 Md\$ dans la bourse de Londres (LSEG), soit 4 % de son capital. Dans le cadre de l'accord signé pour 10 ans, Microsoft fournira à LSEG des produits d'analyse de données et d'infrastructure de cloud via ses plateformes Azure, AI et Teams. Cela devrait permettre de créer une plateforme unifiée combinant données financières, analyses et outils de collaboration. L'accord intervient alors que LSEG est sous pression à la suite de son acquisition du groupe de données et de trading *Refinitiv*, pour un montant de 27 Md£. Cette opération était pensée comme un moyen de transformer la bourse en une entreprise mondiale de données et d'analyse qui pourrait concurrencer des entreprises comme *Bloomberg*.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 17 décembre 2022 et 11 janvier 2023 :

- [Enee.io](#), EnergyTech (développe des systèmes de surveillance des batteries pour les utilisateurs et les fournisseurs de systèmes d'énergie renouvelable), [Pre-Seed, 1 M£](#)
- [Updraft](#), FinTech (application de prêt et de planification financière destinée aux « millennials »), [Série A, 8 M£](#)
- [Bondaval](#), InsurTech (plate-forme pour la sécurité du crédit B2B), [Série A, 12 M£](#)
- [Basecamp Research](#), BioTech (start-up utilisant l'intelligence artificielle afin d'identifier des protéines naturelles dont le potentiel n'a pas encore été découvert), [Série A, 20 M\\$](#)
- [Aztec](#), Blockchain (start-up spécialisée dans les crypto-monnaies cherchant à fournir un système de cryptage au réseau blockchain *Ethereum*), [Série B, 100 M\\$](#)
- [Pragmatic](#), SemiConductors (entreprise qui fabrique des microcircuits intégrés ultra-minces, pour des applications dans les objets de grande consommation et les emballages intelligents), [Série C, 28,2 M£](#)
- [Perspectum](#), HealthTech (entreprise développant des outils d'imagerie médicale de précision), [Série C, 36 M\\$](#)
- [Beamery](#), HRTech (plate-forme gérant la recherche et la fidélisation de talents), [Série D, 50 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

- [Rest Less](#), *HRTech* (plate-forme destinée à la recherche d'emploi des personnes de plus de 50 ans), [Venture Round, 5,6 M£](#)
 - [Moneyhub](#), *FinTech* (entreprise fournissant des services d'*open banking*, *open finance* et *open data*), [Venture Round, 15 M£](#)
- 